

# Déclaration du collectif MRF, des sections syndicales CGT et des travailleurs en lutte à MRF

Le 7 décembre 2007

Comme des milliers de travailleurs de ce pays, à aucun moment nous n'avons douté que l'objectif de ce nouveau gouvernement et de Sarkozy était de remettre en cause l'ensemble des acquis sociaux arrachés de haute lutte depuis des années par le mouvement ouvrier et syndical, notamment par la CGT.

Si, aujourd'hui, le gouvernement Sarkozy/Fillon, après l'offensive de Juppé en 1995 et celle déjà de Fillon en 2003, a annoncé cette fois-ci qu'il voulait en finir avec les régimes « spéciaux » de retraite notamment à la RATP, la SNCF, l'EDF/GDF... c'est pour pouvoir, dès 2008, repasser à l'offensive contre l'ensemble du système de retraite par répartition des travailleurs du public et du privé.

Le but est d'allonger encore la durée des cotisations pour tous, de baisser toujours plus les pensions de retraites en ouvrant toujours plus ce marché aux assurances et aux organismes financiers.

Le gouvernement s'est heurté à la résistance déterminée des salariés de la RATP et de la SNCF, d'EDF/GDF... qui dès le 18 octobre ont montré qu'ils refusaient de façon déterminée de devoir travailler plus longtemps et perdre des centaines d'euros sur leurs pensions !

Ils ont dit non, **nous avons dit NON**, à cette politique de régression sociale tout azimut.

La mobilisation du 18 octobre a été massive. Après le 14 novembre la grève s'est poursuivie le 15 novembre et jusqu'au 21 novembre. Elle a permis, par le blocage des transports et d'une partie de l'activité économique, de construire un rapport de force conséquent.

Contrairement à ce que n'ont cessé de claironner les medias, cette grève n'a jamais été impopulaire.

En poursuivant la grève le 15 novembre jusqu'au 20 novembre, jour de la grande manifestation des fonctionnaires dans tout le pays, avec les travailleurs, nous avons donné la réponse qu'il fallait à tous ceux qui nous ont appelé à reprendre le travail. Ce sont les AG de grévistes à la RATP comme à la SNCF qui en ont décidé ainsi !

Dans ce mouvement certaines AG étaient « contre la réforme », d'autres « pour le maintien des régimes spéciaux », d'autres encore étaient « contre l'allongement de la durée de cotisation, contre l'application de la décote, contre l'indexation des pensions au coût de la vie et contre la mise en place d'un double statut »... certaines pour les négociations, d'autres contre...

Si pour la grande majorité des militants de la CGT la nécessité d'ouvrir des négociations s'imposait, nous ne pouvons pas croire un seul instant que l'objectif de ces négociations, et en particulier celle du 21 novembre, point d'orgue du mouvement, était d'obtenir un... *calendrier* de négociation !

Des négociations sérieuses sur des dossiers complexes, aussi sensibles politiquement, ne peuvent se mener qu'avec un rapport de force. Ce rapport de force était de bon niveau ce 21 novembre.

Nous ne pouvons pas entendre qu'après 4 heures de discussion, avec la présence de l'ensemble des organisations syndicales, celles-ci se soient contentées d'un calendrier de négociations, qui nous imposait le rythme et les points que souhaitaient discuter les représentants du gouvernement.

Nous sommes convaincus que ce calendrier était déjà établi bien avant le 21 novembre. Il a été l'outil préparé avec soin par le gouvernement, la direction de la RATP et les directions syndicales pour obtenir la fin de la grève.

Mais, d'autre part, le manque d'unité des AG autour d'une même et seule revendication autour de l'objectif fixé par la grève, entretenu par le flou d'un « non à la remise en cause des régimes spéciaux de retraite » de pure forme, a contribué à ce que le mouvement, notamment après le 21 novembre au lendemain de la fameuse « 1<sup>ère</sup> négociations », ne puisse pas retrouver une nouvelle dynamique.

Comment expliquer que l'ensemble **des directions syndicales** (dont celle de la CGT) soient passé d'une démarche unitaire et cohérente, refusant toutes participations à des négociations entreprise par entreprise si le cadre de celles-ci n'était pas « profondément » modifié, à des négociations sur les bases voulues par le gouvernement ?

Une telle situation fait qu'aujourd'hui les négociations se mènent à froid. La direction pousse son avantage et impose la mise en forme de la réforme Fillon à la RATP.

Au regard des négociations qui viennent de se dérouler, nous voyons bien qu'à aucun moment elles ne contribuent à remettre en cause le principe de l'allongement de la durée de cotisation voulu par le gouvernement.

Pour notre part, nous restons opposés au principe de la mise en place d'ueud écote, de l'allongement de la durée de cotisation et de la mise en lace d'un double statut.

Dans cette perspective, restons mobilisés pour riposter !